

Le rôle des contrôleurs d'assurance dans la réduction de l'écart homme-femme

Compte rendu de la Consultation téléphonique
A2ii – AICA



Les Consultations téléphoniques sont organisées dans le cadre du partenariat entre l'Initiative Accès à l'assurance (A2ii) et l'Association internationale des contrôleurs d'assurance (AICA). Elles fournissent aux contrôleurs une plateforme d'échanges sur les expériences et les enseignements relatifs au développement de l'accès à l'assurance.

Introduction

Il est impératif d'intégrer la perspective de genre dans la réglementation et le travail de contrôle si l'on veut renforcer l'inclusion financière. Comparées aux hommes, les femmes représentent une proportion plus importante du segment de la population « mal desservie », en particulier dans les pays en développement. Le manque de données, la présence d'obstacles socioculturels et les faibles niveaux d'éducation financière sont souvent cités comme facteurs principaux à l'origine de cette situation. Étant donné le rôle que jouent les femmes dans la gestion des risques au sein du ménage, lorsque l'on conçoit des produits d'assurance qui répondent mieux à leurs besoins, les avantages sur le développement de la société sont loin d'être négligeables. Les contrôleurs d'assurance ont la capacité de jouer un rôle capital dans l'amélioration de l'accès des femmes à l'assurance en intégrant la perspective de genre dans les domaines clés de la réglementation et de la supervision.

Les exposés de cette consultation téléphonique ont été présentés par des expertes du Women's World Banking¹ (Gilles Renouil, Shilpi Shastri et Maria Sanchez-Smith) et du Toronto Centre (Michelle Chong-Tai Bell). Andrea Camargo, (Directrice d'Inspowering et Experte technique auprès de l'A2ii) a présenté les contributions des expert.e.s dans le cadre des appels en français et en espagnol. Hery Njaka Rakotorimanana du Service des institutions financières, ministère des Finances (Madagascar), María Augusta de Queiroz Alves de Superintendencia de Seguros Privados (SUSEP), Brésil et Malena Kramer de Superintendencia de Seguros de la Nación (SSN), Argentine ont parlé de leurs expériences.

L'inclusion financière des femmes et son importance

Les femmes représentent la majorité des 1,7 milliard de personnes qui n'ont pas accès aux services bancaires dans le monde, et un grand nombre d'entre elles résident dans des économies en développement ou émergentes comme le Pakistan, le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, le Nigeria et le Pakistan (Banque mondiale, 2017). Il est important de mettre au point des solutions et des politiques qui tiennent compte du genre, car les femmes, en particulier les femmes à faible revenu, sont confrontées à davantage d'obstacles que les hommes. La réalisation de l'égalité entre les sexes est le cinquième des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Elle contribue également à la réalisation d'autres ODD tels que l'élimination de la pauvreté (Objectif 1), la santé et le bien-être (objectif 3), le travail décent et la croissance économique (objectif 8).

¹ Women's World Banking est une organisation à but non lucratif qui fournit un soutien stratégique, une assistance technique et des informations à un réseau mondial composé de 40 institutions de microfinance (IMF) et banques indépendantes qui proposent du crédit et autres services financiers aux entrepreneurs à faible revenu dans le monde en développement, avec une attention particulière aux femmes.

Pourquoi les femmes sont-elles plus vulnérables aux risques? Quels sont les obstacles?

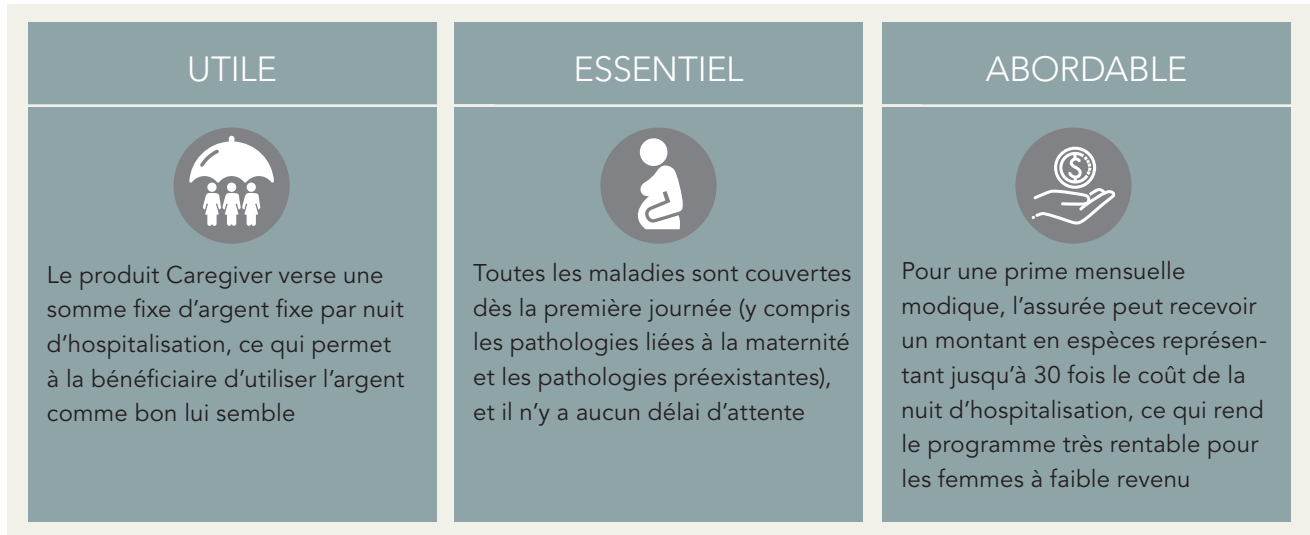
Les femmes (en particulier les femmes à faible revenu) sont souvent plus vulnérables aux risques et confrontées à des obstacles qui les empêchent de prendre part au système financier formel. De plus, elles réagissent différemment aux risques et ont des besoins particuliers en matière de protection, notamment :

- L'allongement de l'espérance de vie les expose davantage aux maladies liées au vieillissement et aux manquèments en matière d'épargne-retraite
- Des risques spécifiques pour la santé des femmes tels que la grossesse et l'accouchement. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), toutes les 90 secondes, une femme meurt de complications pendant la grossesse ou l'accouchement.
- Elles sont plus susceptibles d'être travailleuses autonomes et d'opérer dans l'économie informelle (leurs dépenses discrétionnaires sont restreintes). Selon le Global Findex de la Banque mondiale de 2017, près de 980 millions de femmes demeurent en dehors du système financier formel. Selon l'ONU Femmes, jusqu'à 95 % de l'emploi des femmes dans les pays en développement relève du secteur informel ou du moins d'emplois non protégés par le droit du travail.
- Elles doivent également faire face à des restrictions en raison des attentes de la société et de facteurs culturels (coutumes successorales, restrictions sur la propriété foncière et matérielle et les pratiques en matière de divorce).
- Leurs flux de trésorerie fluctuent et elles possèdent en général moins d'actifs.
- Leur participation au marché du travail est limitée en raison de leur charge familiale (activités certes prenantes, mais non rémunérées).
- Elles pâtissent souvent de niveaux d'éducation et d'alphabétisation inférieurs.
- Elles n'ont pas toujours de carte d'identité leur permettant d'avoir accès aux services financiers.

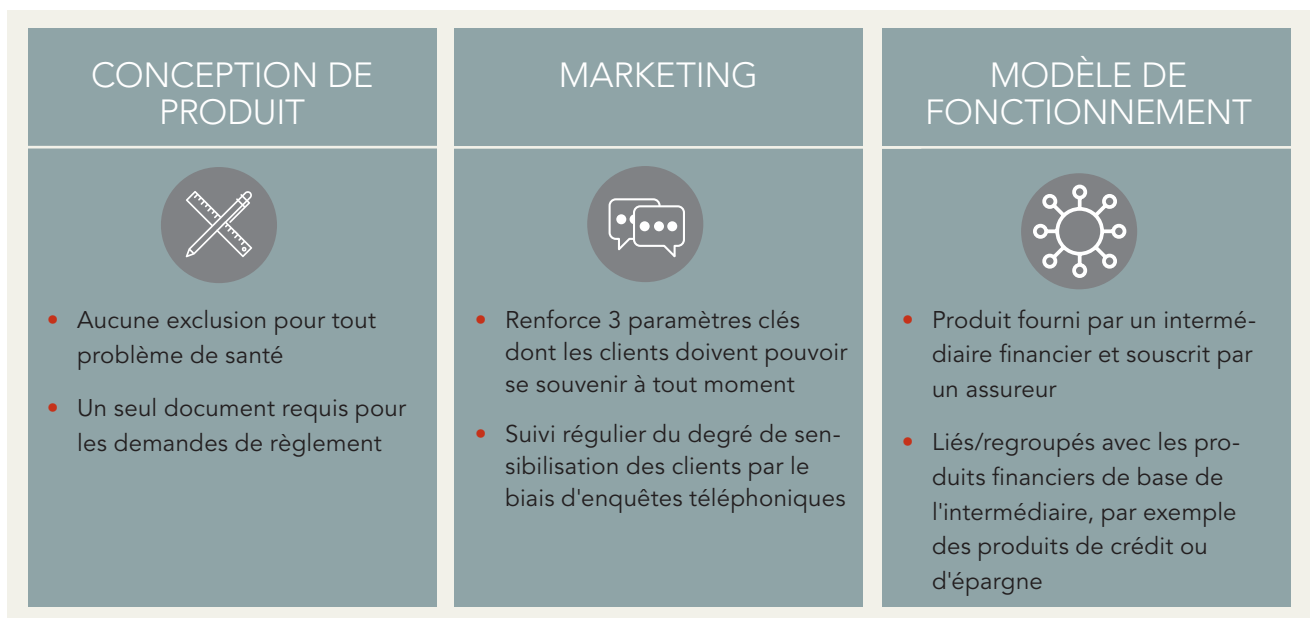
Il faut absolument s'attaquer à ces obstacles et adapter les produits si l'on veut répondre aux besoins spécifiques des femmes et leur donner les moyens financiers nécessaires de participer pleinement au système financier. La société dans son ensemble bénéficierait de la participation des femmes; des études ont en effet montré que les femmes ont tendance à épargner davantage et à réinvestir dans leur famille, notamment dans l'éducation des enfants. Par ailleurs, les femmes, en tant que segment de la population, peuvent présenter de nouveaux débouchés pour les acteurs du secteur d'activité.

Le Women's World Banking a présenté un produit pilote qui tient compte de la réalité des femmes. L'initiative Caregiver est un programme d'assurance maladie conçu pour répondre aux besoins uniques de financement de la santé des femmes à faible revenu:

L'assurance Caregiver



« Responsable des enfants et du ménage » : Un modèle inclusif simple qui répond aux besoins des femmes



Des solutions viables sur le plan commercial donnant lieu à des situations avantageuses pour tous

Le rôle des contrôleurs d'assurance pour surmonter les obstacles²

Le plus grand défi entourant la souscription de produits de microassurance ne relève ni de leur coût abordable ni de la sensibilisation à l'assurance, mais plutôt du manque de confiance envers le secteur de l'assurance. Les femmes, en particulier les femmes à faible revenu, ont tendance à être intimidées par les institutions financières formelles et ont tendance à moins bien apprécier les avantages que l'assurance comporte, elles sont donc plus méfiantes. Il est essentiel de veiller à ce que le secteur de l'assurance soit efficacement encadré si l'on veut renforcer la confiance et créer un environnement propice à l'accès des femmes à l'assurance.

En parallèle, les contrôleurs doivent passer en revue les caractéristiques de leurs approches réglementaires et prudentielles susceptibles d'entraver l'élaboration de modèles d'affaires novateurs sensibles au genre. Par exemple, il peut y avoir des restrictions sur l'utilisation de modes de distribution non conventionnels peut-être mieux adaptés aux besoins des femmes, ou des exigences susceptibles de restreindre, sans le vouloir, l'accès des femmes aux services financiers.

Approches en matière de réglementation et de surveillance pour surmonter ces obstacles

Il est important que les contrôleurs institutionnalisent un état d'esprit tenant compte de la perspective du genre dans l'élaboration des politiques et les pratiques de contrôle, et qu'ils conçoivent et mettent en œuvre de manière cohérente des politiques fondées sur des données probantes qui visent à améliorer l'accès des femmes et à éliminer les obstacles existants. Voici quelques exemples d'approches et de pratiques que peuvent adopter les contrôleurs :

1. Élaboration de politiques fondées sur des données

Le manque de données ventilées par sexe est un obstacle à l'offre de produits d'assurance inclusifs à l'intention des femmes. Cela peut être dû au fait que les données disponibles sont insuffisantes ou qu'elles ne sont pas spécifiques aux risques encourus par les femmes. Le manque de données peut également conduire les assureurs à facturer des primes plus élevées pour compenser l'incertitude, mettant ainsi en péril le caractère abordable de l'offre.

Il est important de collecter et d'analyser des données d'assurance ventilées par sexe, telles que les données sur les produits et les clients, le développement du secteur, les données sur les performances et sur la demande. Ces données sont cruciales pour plusieurs raisons, car elles permettent de :

- Fournir aux contrôleurs des informations sensibles au genre, telles que l'impact du genre sur les profils de risque et sur la performance des produits.

2 N compte parmi les contrôleurs les organismes de réglementation et les contrôleurs

- Recueillir de précieux renseignements sur les besoins et les comportements qui déterminent les dimensions de genre autour de l'accès, de l'utilisation et de la qualité des services et produits d'assurance (données sur la demande et sur l'offre).
- Fournir des preuves d'interventions politiques ayant permis de faire avancer cette cause.

À l'avenir, les Normes internationales d'information financière (IFRS) 17³ exigeront que les contrôleurs (dans les territoires où les IFRS sont en vigueur) revoient leurs formulaires et modèles de présentation de l'information financière, afin de pouvoir y intégrer des exigences supplémentaires en matière de données ventilées selon le sexe concernant les produits. Les assureurs de ces territoires évaluent actuellement la façon de déterminer les groupes de produits et les systèmes informatiques nécessaires pour effectuer la comptabilisation et les données à fournir en vertu de l'IFRS 17. Il est donc essentiel de collaborer avec le secteur de l'assurance pour effectuer des déclarations de données ventilées par sexe. Les contrôleurs peuvent également se déplacer et poser des questions aux assureurs sur les aspects du genre de la performance des produits et sur la façon dont ils tiennent compte du genre dans la tarification et la conception des produits.

2. Stratégies d'éducation financière tenant compte de la perspective de genre

Dans certaines juridictions, le développement d'un marché de l'assurance inclusif est une priorité pour les contrôleurs. Une enquête conjointe menée par l'Alliance for Financial Inclusion (AFI) et l'A2ii⁴ a révélé qu'un nombre croissant de pays intègrent l'assurance dans leurs stratégies nationales d'inclusion financière (SNIF). Certaines d'entre elles prennent en considération les différences entre l'inclusion financière des femmes et des hommes (par exemple en Tanzanie); cependant, ces initiatives se sont concentrées sur les produits d'épargne et de crédit.

Pour combler les écarts actuels entre les sexes, il est important de concevoir des programmes d'éducation financière en gardant à l'esprit que les femmes ont un niveau d'éducation financière inférieur à celui des hommes, ce qui contribue à freiner l'accès des femmes à l'assurance dans de nombreux pays. Bien que peu de stratégies nationales d'inclusion financière adoptent actuellement une perspective de genre en matière d'assurance inclusive, il existe quelques exemples prometteurs qui en tiennent compte⁵ :

- Certaines banques centrales et certains contrôleurs bancaires promeuvent l'inclusion financière des femmes auprès des contrôleurs d'assurance. En Zambie, la banque centrale s'est engagée auprès de l'autorité de contrôle des assurances à susciter l'intérêt dans ce domaine.

3 L'IFRS 17 est une norme internationale d'information financière publiée par l'International Accounting Standards Board au mois de mai 2017.

4 L'assurance Inclusive: La pièce manquante dans de nombreuses stratégies nationales d'inclusion financière (A2ii et AFI, 2018). Disponible à l'adresse : <https://a2ii.org/en/knowledge-center/inclusive-insurance-a-missing-piece-in-many-national-financial-inclusion-strategies> [en anglais]

5 Voir Mainstreaming Gender and Targeting Women in Inclusive Insurance : Perspectives and Emerging Lessons - A Compendium of Technical Notes and Case Studies (BMZ, GIZ, A2ii, Société financière internationale, Women's World Banking, Association des femmes indépendantes, avril 2017). Disponible à l'adresse : <https://a2ii.org/en/knowledge-center/mainstreaming-gender-and-targeting-women-in-inclusive-insurance-perspectives-and-emerging-lessons> [en anglais]

- Les stratégies et programmes nationaux d'éducation financière au Bhoutan et en Indonésie reconnaissent spécifiquement les différences entre les sexes dans les besoins et les comportements en matière d'éducation financière, bien qu'ils ne traitent pas spécifiquement de l'assurance et du genre.
- En Tanzanie, l'autorité de réglementation de la sécurité sociale recueille des données ventilées par sexe sur les offres et produits d'assurance maladie et de retraite.
- Au Nigeria, la Commission nationale des assurances (NAICOM) a commencé à faire un suivi de l'inclusion financière dans le secteur des assurances à l'aide d'indicateurs ventilés par sexe.

Le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les femmes et l'éducation financière : Evidence, Policy Responses and Guidance (OCDE, 2013)⁶, recommande une approche intégrée selon laquelle l'éducation financière destinée aux femmes doit être dispensée de façon conjointe aux autres produits ou services financiers et formations intéressant les femmes. Notamment en intégrant l'assurance aux enjeux de santé, d'entreprise et de formation professionnelle et aux compétences nécessaires dans la vie courante qui visent à améliorer l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat.

3. Des approches mesurées

En adoptant des approches « proportionnelles », les contrôleurs doivent pouvoir trouver un équilibre entre accès facilité à l'assurance et protection du groupe cible (les femmes), tout en évitant de créer des coûts de mise en conformité excessifs susceptibles de faire augmenter les tarifs des produits d'assurance. Les contrôleurs peuvent par exemple adopter des approches⁷ proportionnelles dans les domaines suivants :

a) Modèles de distribution alternatifs

Les exigences standard des intermédiaires peuvent constituer un obstacle aux initiatives d'intégration de la dimension de genre. Cela s'explique par le fait que les femmes travaillent plus souvent à la maison, ce sont en effet elles qui s'occupent des enfants et du ménage ; elles ont donc moins d'occasions d'interagir avec les intermédiaires traditionnels. Les femmes ont aussi tendance à accorder une plus grande importance à la protection de leur vie privée, et préfèrent utiliser leur téléphone mobile pour effectuer des transactions plutôt que de le faire en personne. Par ailleurs, la stratégie visant à recruter des agentes féminines s'est avérée efficace dans le renforcement de la confiance des femmes.

- Les exemples d'exigences en matière de répartition proportionnelle suivants, bien qu'ils n'aient pas été conçus spécifiquement pour les femmes, pourraient également s'avérer utiles pour améliorer l'accès des femmes à l'assurance :

6 Disponible à l'adresse <http://www.oecd.org/daf/fin/financial-education/women-and-financial-education-2013.htm> [en anglais]

7 Voir exemples dans le document: "Proportionate regulatory frameworks in Inclusive Insurance: Lessons from a Decade of Microinsurance Regulation" [Cadres réglementaires proportionnés dans l'Assurance Inclusive, les enseignements d'une décennie de réglementation] (A2ii, 2016) Disponible à l'adresse : <https://a2ii.org/en/knowledge-center/proportionate-regulatory-frameworks-in-inclusive-insurance-lessons-from-a-decade-of-microinsurance-regulation> [en anglais]

- Superintendencia de Banca, Seguros y AFP (SBS) au Pérou a introduit des solutions de distribution plus étendues en 2007 et une catégorie d'intermédiaires dénommés « commercialisateur de microassurance » (vendeurs, institutions de microfinance [IMF], coopératives d'épargne et de crédit, syndicats, organisations sociales, services de transfert de fonds, et autres).
- L'Insurance Commission (IC) des Philippines autorise le recours à des agents de microassurance dédiés (en vertu d'une exigence de formation plus souple) et à des courtiers (exigences de capital plus faibles).

b) Approbation et contrôle des produits

Il est important que les produits d'assurance soient conçus pour répondre aux besoins des femmes et que le secteur soit incité à développer des produits adaptés. Les approches proportionnelles suivantes permettent d'intégrer une approche sensible au genre dans le contrôle et le développement de produits et services d'assurance inclusifs :

- L'Insurance Regulatory and Development Authority of India (IRDAI) en Inde, la SUSEP au Brésil, la National Insurance Commission (NIC au Ghana et SBS au Pérou appliquent un processus d'inscription différent (validation plus rapide) pour les produits de microassurance.
- L'IC Philippines et l'Afrique du Sud disposent d'un service distinct dédié à la microassurance, avec une équipe qui se consacre à la recherche dans le domaine de l'assurance inclusive.

4. Contrôle fondé sur le risque : l'approche axée sur le risque en matière de lutte antiblanchiment d'argent (LAB)

En vertu de l'approche fondée sur le risque des⁸ recommandations révisées de 2002 du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), les institutions financières doivent comprendre, identifier et évaluer leurs risques, prendre les mesures adéquates pour atténuer ces risques et affecter efficacement leurs ressources en se concentrant sur les secteurs à haut risque.

Exemples de cas de figure où une approche fondée sur les risques peut s'avérer nécessaire :

- Dans certains pays, les femmes sont moins susceptibles de pouvoir fournir les documents d'identité requis pour accéder à des services financiers. Cela peut être dû à l'absence d'une pièce d'identité nationale (un certificat de naissance) ou à l'exigence de signature par un parent masculin pour autoriser la demande.
- Dans des pays comme l'Inde, les cartes d'identité nationales biométriques ont permis de surmonter cette problématique, mais cela reste un obstacle à l'accès des femmes à l'assurance dans de nombreux pays et pourrait être résolu en formulant une approche fondée sur le risque en matière de LBC et, en particulier grâce aux exigences en matière de connaissance du client (KYC).

8 En 2012, le GAFI (Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux) a révisé 40 de ses recommandations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LAB/CFT).

La recommandation n° 10 du GAFI sur les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle stipule que « l'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme liés à certains types de clients, de pays ou de zones géographiques, et à des produits, services, transactions ou canaux de distribution particuliers, comprend quelques exemples de situations potentiellement moins dangereuses : a) facteurs de client à risque : Produits ou services financiers fournissant des services bien définis et limités à certains types de clients (leur but vise simplement à accroître l'accès aux services financiers à des fins d'inclusion. » La mise en œuvre d'un processus de vérification préalable (due diligence) simplifié dans les cas où le risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme est faible est acceptable en vertu des règles du GAFI. Bien que les procédures fondées sur les risques exigent plus de temps à être formulées et mise en œuvre au démarrage, elles sont beaucoup plus axées sur le client et peuvent permettre de répondre aux besoins spécifiques de protection financière des hommes et des femmes.

5. Être ouvert à l'innovation et à l'expérimentation

Les produits d'assurance inclusifs sont souvent simples et n'offrent qu'une couverture de base. Cependant, avec la montée en puissance des FinTech, les nouvelles technologies facilitent l'adoption de mécanismes et d'approches de distribution novateurs en matière de conditionnement de produits et de services susceptibles d'accroître le volume et l'échelle, ce qui étoffe ainsi l'offre et surtout l'accès aux services d'assurance. Adossés à des garanties adéquates, les services financiers numériques peuvent contribuer à faire tomber les barrières culturelles et répondre aux contraintes de mobilité et aux inquiétudes des femmes en matière de protection de la vie privée.



ÉTUDE DE CAS : MADAGASCAR

L'étude de cas de Madagascar a été présentée par Heri Njaka Rakotoarimanana du Service des institutions financières au ministère des Finances de Madagascar

Le gouvernement de Madagascar a lancé sa stratégie d'inclusion financière (2018–2022) avec la perspective d'améliorer l'accès aux services financiers formels : pour les faire passer de 29 % en 2016 à 45 % en 2022. Pour atteindre ces résultats, la stratégie d'inclusion financière se concentre sur le développement de l'épargne et de l'assurance, ainsi que sur l'éducation financière et la protection des consommateurs.

Des enquêtes récentes ont confirmé que les femmes représentent la majorité de la population adulte à Madagascar et qu'elles éprouvent les plus grandes difficultés à accéder aux services financiers, 41 % des femmes en étant exclues (FinScope Madagascar, 2016).

Afin d'améliorer l'accès aux services financiers, y compris l'assurance, la loi sur les assurances est en cours de révision (au moment de la rédaction de ce compte rendu, la loi révisée sur les assurances est en attente de validation finale auprès des autorités compétentes). La nouvelle loi permettra non seulement à un plus grand nombre d'acteurs et de canaux de distribution de fonctionner sur le marché, mais aussi aux institutions financières de passer par les nouvelles technologies pour fournir des produits adaptés aux besoins de la population.

Bien que le genre ne soit pas spécifiquement mentionné dans la loi révisée sur les assurances, on peut s'attendre à ce que les femmes bénéficient d'un meilleur accès aux services financiers lorsque celle-ci aura été adoptée. En matière d'éducation financière, le nouveau texte prévoit que différentes entités auront pour responsabilité de mettre en œuvre des programmes d'éducation financière. Ces programmes s'adresseront, entre autres, aux groupes de femmes et veilleront à ce qu'elles soient habilitées à identifier leurs propres besoins en matière d'assurance et à comprendre le fonctionnement des produits d'assurance.

Pour toute question ou information complémentaire sur les activités pertinentes du Service des institutions financières du ministère des Finances de Madagascar, veuillez contacter herynjaka@yahoo.fr

ÉTUDE DE CAS : ARGENTINE

L'étude de cas sur l'Argentine était présentée par Malena Kramer du SSN, Argentine.

Le SSN reconnaît que l'écart homme-femme dans le domaine de l'assurance est une question à examiner de plus près. En 2018, le SSN s'est concentré davantage sur les politiques liées au genre après une année à s'impliquer auprès du secteur bancaire, qui a d'ailleurs fait beaucoup d'avancées en matière d'inclusion financière des femmes.

À cet égard, le SSN a élaboré une proposition comportant deux aspects relatifs aux femmes : comme l'Argentine dispose déjà de deux réglementations en matière de microassurance, la première permet de concevoir et de promouvoir davantage de produits pour les femmes en situation de grande vulnérabilité. La seconde est liée à des produits spécialement conçus pour les femmes. Le SSN collabore avec le secteur de l'assurance pour développer ces produits. L'une des façons dont le SSN promeut cette initiative est de travailler en étroite collaboration avec les acteurs de l'assurance pour sensibiliser l'opinion à l'importance de cibler les femmes et de développer des produits adaptés à leurs besoins. Le SSN s'appuie sur les données et les travaux existants de ces dernières années pour informer le secteur sur l'importance de créer des produits conçus spécialement pour les femmes, en particulier les femmes en situation de vulnérabilité. Pour cette raison, le SSN s'efforce de travailler en concertation avec le secteur d'activité, en fournissant un soutien, des mesures de suivi et, surtout la mise à l'essai de tous les canaux de vente qui visent à atteindre les femmes.

Par ailleurs, le SSN a organisé des forums multipartites portant sur l'accès des femmes à l'assurance. Une table ronde a été organisée en marge du Séminaire mondial de l'AICA en juin 2019, avec le soutien de l'AICA et d'A2ii⁹. L'événement a permis de réunir des

contrôleurs, des acteurs clés du domaine de l'assurance argentine et d'organisations internationales.

Pour toute question ou pour en savoir plus sur les activités du SSN, veuillez contacter mkramer@ssn.gob.ar

⁹ La table ronde sur le thème de l'assurance pour les femmes [Insurance for Women : Specific Needs and Inclusion] a eu lieu en parallèle, dans le cadre du séminaire mondial de l'AICA du 12 juin 2019. L'événement été organisé conjointement par le SSN et l'A2ii, avec le soutien de l'AICA.

ÉTUDE DE CAS : BRÉSIL

L'étude de cas sur le Brésil était présentée par Maria Augusta de Queiroz Alves de SUSEP, Brésil.

En raison de la participation croissante des femmes dans le secteur de l'assurance au Brésil, tant au niveau universitaire dans les cours d'actuariat proposés dans les universités que dans les divers secteurs d'activité, les assureurs ont pris des mesures pour répondre aux besoins des femmes dans la conception de produits d'assurance. Les données de la National Confederation of the Insurance, Private Pension, Health and Capitalisation Companies ou « Confédération nationale des entreprises d'assurance, de retraite privée, de santé et de capitalisation » (CNseg) montrent que la participation des femmes dans le secteur est passée de 49 % en 2000 à 56 % en 2015, ce qui a encouragé la création de produits sensibles au genre.

Depuis les années 1990, les femmes professionnelles qui travaillent dans le secteur de l'assurance au Brésil se sont organisées en associations sans but lucratif afin de partager leurs expériences et proposer des opportunités de réseautage par le biais d'événements, de conférences et de séminaires. L'une des associations les plus importantes, « l'Association des femmes dans le marché de l'assurance », regroupe des représentant.e.s de divers segments du secteur de l'assurance : assureurs, courtiers, prestataires d'assistance et réassureurs. Cela contribue à promouvoir la cause des femmes. Selon une enquête menée par le CNseg sur « Le potentiel de croissance de l'assurance des femmes en 2030 dans le monde », le Brésil se démarque comme l'un des pays ayant le plus fort potentiel de croissance. Les chiffres indiquent que le marché de l'assurance pour les femmes au Brésil pourrait atteindre 100 milliards de dollars.

En ce qui concerne les produits, les types de couvertures spécifiques, l'assistance et les rabais, ceux-ci surgissent habituellement dans les produits d'assurance vie, automobile et maladie. En voici quelques exemples :

- Dans le domaine de l'assurance automobile, sur le plan statistique, les femmes affichent des taux d'accidents plus faibles que les hommes, ce qui se traduit par des primes d'assurance automobile moins élevées pour les femmes. Cette différence est prise en compte lorsque l'on remplit le formulaire de profil d'assuré au moment de la souscription de la police. Sur le plan des services supplémentaires, les femmes bénéficient d'une escorte jusqu'à un poste de police (en cas de vol d'un véhicule), d'un chauffeur si elle n'est pas en mesure de conduire en raison d'un accident et de services de transfert lorsqu'un accident survient avec ce véhicule.
- Dans le domaine de l'assurance maladie, il existe des produits qui couvrent des maladies ou des risques sanitaires particuliers aux femmes, tels que la grossesse et le cancer du sein. Il y a aussi des avantages liés à l'achat de médicaments utilisés principalement par les femmes.
- Dans le domaine de l'assurance vie, le marché offre une couverture spécifique pour le diagnostic du cancer du sein, de l'ovaire et de l'utérus. Les produits sont

également liés à des services supplémentaires qui proposent, par exemple, des examens de santé exclusifs pour les femmes et des avantages liés au mode de vie tels que des réductions spéciales dans des salles de sport, pharmacies, cabinets de dentiste, etc.

Pour toute question ou pour en savoir plus sur les activités de la SUSEP, veuillez communiquer avec maria.alves@susep.gov.br

Questions et discussion

Comment les contrôleurs peuvent-ils comprendre les besoins spécifiques des femmes? Quelle serait la meilleure façon d'amener le secteur de l'assurance à adopter une perspective de genre dans la conception de ses produits ?

Il faut impérativement que les contrôleurs communiquent avec le secteur, en particulier au cours du processus de validation du produit et de la phase de développement. De cette façon, les contrôleurs sont en mesure de déterminer si les besoins sensibles au genre ont été pris en compte. Si un contrôleur demande à une compagnie d'assurance d'expliquer comment elle a tenu compte des besoins des femmes lors du processus de validation du produit, et d'approfondir les réponses trop générales ou superficielles, il ou elle fera clairement comprendre à l'assureur en question qu'il s'agit d'un sujet à ne pas prendre à la légère.

Comment la « subordination de produits » fonctionne-t-elle et comment la mettre en œuvre ?

Lors du déploiement de produits groupés ou « subordonnés », il est important de garder à l'esprit que les intermédiaires de confiance jouent un rôle clé. Le moyen le plus efficace et le plus immédiat d'atteindre les femmes à faible revenu consiste à faire appel à des intermédiaires financiers qui interagissent directement avec elles. Il existe de nombreux intermédiaires, notamment des IMF, des coopératives ou d'autres agrégateurs avec lesquels les femmes ont établi des relations de confiance depuis longtemps. Ces institutions sont en parfaite position pour agir en canaux de distribution d'assurance ciblant les femmes. La subordination de produits peut être utile lorsqu'une IMF ayant une clientèle féminine a la capacité de proposer un produit d'assurance lié à un programme de crédit ou d'épargne. Les primes peuvent être perçues de manière innovante, par exemple pour compenser un prêt et réduire le besoin de perception des primes.

La diversité des genres au sein de la main-d'œuvre des assureurs peut-elle avoir un impact sur la conception des produits? Ceci contribuerait, le cas échéant, à l'adoption de l'assurance et répondrait aux besoins spécifiques des femmes.

Le secteur financier dans son ensemble est un employeur fiable et à long terme pour les femmes, qu'il s'agisse de cadres supérieurs ou d'agentes commerciales. Il est important pour les compagnies d'assurance de s'assurer d'adopter des politiques inclusives, par exemple des politiques favorables à la famille, comme des horaires de travail flexibles qui assureront la longévité de l'emploi des femmes à des postes divers. Dans certains cas, la présence de femmes à la

haute direction de compagnies d'assurance s'est traduite directement par la création de produits plus favorables envers les femmes ou mettant davantage l'accent sur l'égalité des sexes.

Comment les contrôleurs peuvent-ils traiter les cas où la législation ne permet pas un traitement différencié selon le sexe, par exemple en matière de tarification des produits/évaluation des risques ?

Les décideurs et les contrôleurs doivent garder à l'esprit qu'une éventuelle interdiction de l'utilisation du genre dans la détermination du prix de certains produits risque d'aboutir à des résultats biaisés ou inéquitables aussi bien pour les hommes que pour les femmes. L'usage du genre dans la tarification et l'évaluation des risques se base sur des données actuarielles et statistiques qui montrent des différences significatives entre les sexes en matière de risque d'accident, de morbidité et de mortalité. L'élimination du facteur genre dans le processus de tarification implique que le sexe le moins à risque subira une augmentation de la prime pour subventionner le sexe le plus à risque. Par exemple, des prix neutres au regard du genre entraîneraient une augmentation importante des primes automobiles pour les jeunes femmes et des prix plus élevés pour la majorité des produits de rentes. Les contrôleurs dans les juridictions où des propositions de politiques visant à interdire un traitement différencié selon le sexe ont la tâche d'éduquer les décideurs sur les conséquences potentielles, même si elles ne sont pas intentionnelles. Les contrôleurs de juridictions où une telle législation est déjà en vigueur devront surveiller l'impact sur les tarifs et sur la demande des consommateurs en raison de l'effet de la redistribution des prix.

L'Initiative est un partenariat entre :



Soutenu par :



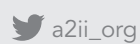
Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands

Hébergée par :



Initiative Accès à l'assurance
Hébergée par le Projet Financial Systems
Approaches to Insurance de la GIZ
Deutsche Gesellschaft für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Germany

Téléphone : +49 61 96 79-1362
Fax : +49 61 96 79-80 1362
E-mail : secretariat@a2ii.org
Site web : www.a2ii.org



Promouvoir l'accès pour tous à une assurance responsable et inclusive.